

# Faire reculer l'extrême droite

Alain Morin

L'analyse des votes par catégorie ou situation sociale, par âge et par région, semble indiquer que dans la montée du vote d'extrême droite à l'élection présidentielle et dans sa résistance aux élections législatives, la question de l'insécurité sociale ait été déterminante.

## Dépasser les apparences

Les motivations invoquées pour le vote Le Pen – L'insécurité (73 %), l'immigration (30%) – ont, certes, cristallisé ce vote, mais tout montre que des raisons beaucoup plus profondes sont à la source de ce comportement électoral.

Ainsi, si le vote Le Pen ne tenait qu'à la seule insécurité liée à la délinquance, il n'est pas douteux qu'il aurait dû être massif parmi les électeurs les plus âgés. Or, si ces derniers ont voté à 16% pour le candidat du FN, ce sont les électeurs de la classe d'âge comprise entre 50 et 65 ans qui ont le plus voté pour l'extrême droite (22%). C'est-à-dire les plus touchés par le chômage, par l'angoisse devant le risque de perte de leur emploi et les plus menacés à court terme par les réformes sur les retraites. Ce sont eux aussi qui se sentent le plus désarmés face à une irruption des nouvelles technologies tandis que l'élitisme accru des formations leur fait vivre de la plus mauvaise façon l'arrivée dans les entreprises de classes juvéniles formées, diplômées et moins exigeantes en terme de salaire.

Par contre, comme le souligne le sociologue Robert Castel: « *il existe une nette corrélation entre une partie des votes Le Pen et le sentiment d'abandon existant dans une partie de la classe ouvrière qui renvoie, en réalité, à une dégradation générale de la condition ouvrière et salariale – en particulier à la désindustrialisation, mais aussi à la précarisation* »

De même le syndicaliste Emilio Gabaglio, secrétaire général de la Confédération européenne des syndi-



cats souligne que le résultat du premier tour de l'élection présidentielle en France est « *une preuve supplémentaire qu'il aurait fallu mettre à plat depuis longtemps la question de l'insécurité sociale en Europe* ».

## Qui a voté Le Pen ?

**Les enquêtes à la sortie des bureaux de vote montrent sans ambiguïté le lien avec la détresse sociale.**

Cela s'est exprimé de multiples manières :

- d'abord le vote d'extrême droite touche les catégories qui ont le sentiment d'appartenir à la population la plus défavorisée et dans une situation qui se détériore. Plus de 30 % de ceux qui vivent avec cette perception ont voté Le Pen. Pratiquement le double de son score national ;

- cela touche en premier lieu les chômeurs votants qui ont été, selon les enquêtes, de 30 à 38% à voter pour un candidat d'extrême droite. Là où la progression du chômage a été massive, comme en Franche Comté (+ 29% en un an), le vote Le Pen a explosé (+ de 5 points de 1995 à 2002). Le ralliement de L. Jospin au Pare, qui culpabilise les chômeurs jusqu'à leur

faire accepter n'importe quel emploi, et l'aggravation de la chasse aux chômeurs dans les Anpe (les radiations administratives de chômeurs ont augmenté de près de 20% en un an) ont certainement contribué au vote d'extrême droite.

Parmi les salariés, la situation précaire a été un facteur déterminant dans le vote Le Pen : ce sont les salariés en contrat à durée déterminée (21 %) et plus encore les intérimaires qui ont utilisé ce bulletin de vote.

Dans le vote des ouvriers pour Le Pen qui est évalué entre 24 et 30 % selon les enquêtes, il serait nécessaire de voir son importance en fonction des régions, du type d'industrie, du niveau de formation et de la place de l'entreprise vis-à-vis des groupes dominants, de sa place dans la « chaîne de sous-traitance ».

Déjà, les enquêtes ont montré que le niveau de formation initiale a été un facteur particulièrement sensible. Puisqu'on considère que 22% à 25% des salariés dont la formation n'a pas dépassé le BEP ont eu recours au vote Le Pen. Alors qu'ils ne sont que 7 à 8% pour les diplômés de l'enseignement supérieur. Ce qui exprime le besoin

d'un énorme effort de formation avec la sécurité d'un bon revenu de formation.

Ce basculement des ouvriers les moins qualifiés dans ce vote est particulièrement repérable dans les régions touchées par la désindustrialisation et les délocalisations avec les drames humains qui ont traumatisé des populations entières (Ardennes +8%, Haute Saône + 9% de votes d'extrême droite, ...).

**Les politiques conduites depuis des années favorisent une lepenisation des esprits :**

- avec les privatisations et la mise en cause des services publics qu'elles engendrent. L. Jospin a privatisé plus que les gouvernements de droite ;

- avec les baisses d'impôts et de cotisations sociales comme seule solution pour l'incitation à l'emploi ;

- la préférence nationale pour les embauches et pour les mises au chômage déjà à l'œuvre dans la société actuelle (le taux de chômage des immigrés est beaucoup plus important) ;

- le Pen a canalisé aussi, de façon démagogique, la protestation qu'a pu susciter la perte de repères essentiels engendrés par l'abandon du franc et le passage à l'euro fiduciaire. Pour les populations vulnérables, celui-ci ne s'est pas du tout traduit par une amélioration de leur situation, mais a, au contraire, marché de pair avec la crainte de la valse des étiquettes. C'est ce que semble traduire notamment la dernière enquête INSEE sur le moral des ménages. Le résultat du pre-

mier tour ne porte-t-il pas ainsi condamnation de la façon dont a été conçu l'euro pour le marché financier, en développant une protestation nationaliste récupérable par Le Pen.

Les solutions lepenistes visent à développer radicalement certaines des mesures utilisées dans les dernières années. Elles cherchent à canaliser de manière démagogique la protestation et les divisions sociales qu'elles engendrent pour les mettre au service d'un projet réactionnaire.

Combattre ce projet exige une critique radicale des politiques sociales-libérales.

**Relever le défi de la sécurité d'emploi et de formation**

Il existe donc une corrélation entre une partie des votes d'extrême droite et le sentiment d'abandon existant dans la classe ouvrière, notamment chez celles et ceux qui se sont sentis exclus dans la période de croissance. Alors que l'on a fait croire, à gauche, que les problèmes d'emploi et les questions sociales avaient été réglés.

Le chômage et la crainte d'y tomber avec la précarité et le non accès à la formation ont été les facteurs fondamentaux du vote d'extrême droite.

**La responsabilité du patronat est accablante dans cette situation avec ses choix de gestion qui sont au cœur du malaise salarial :**

- recours massif à l'emploi précaire et à la flexibilité avec la tentative d'imposer aux salariés une véritable « culture de l'aléatoire ». Alors qu'une sécurité d'emploi et de formation à construire aurait exigé une efficacité sociale des gestions avec notamment un tout autre rôle du secteur public plutôt que sa privatisation :

- dévalorisation systématique des travailleurs qualifiés et entassement des non qualifiés dans des dispositifs aidés par l'Etat à faible coût salarial ;

- recours aux licenciements comme variable d'ajustement pour maintenir la rentabilité financière au lieu de rechercher la baisse des autres coûts pesant sur les entreprises en vue de promouvoir une efficacité sociale ;

- politique de sous-traitance qui a reporté sur les PME toutes les contraintes du marché financier et de la guerre économique des grands groupes, provoquant aussi une aggravation de la situation des travailleurs de ces entreprises. Jacques Chirac tente, aujourd'hui, de récupérer le mécontentement de ces salariés des

PME pour les opposer aux salariés des grandes entreprises tout en recherchant à favoriser leur intégration aux objectifs patronaux. Alors qu'il s'agirait d'abord d'améliorer leurs conditions salariales et de promouvoir de nouveaux droits pour ces salariés. Il s'agit ainsi de créer de nouvelles conditions de financement des PME, des mutualisations et des coopérations au lieu des mises en concurrence et de la domination par les donneurs d'ordre.

**Les politiques économiques et de l'emploi fondées sur le soutien aux marchés financiers et sur la baisse du coût salarial de l'emploi au cœur du consensus des politiques libérales et sociales-libérales ont aussi contribué au vote d'extrême droite avec :**

- les privatisations, le développement des marchés financiers et la soumission à la BCE au lieu du développement d'un crédit sélectif pour l'emploi et la formation ;

- le gâchis massif des fonds publics de l'emploi, sans contrôle et sans évaluation de son efficacité. Alors que leur mobilisation comme levier d'un crédit sélectif des banques, pour un autre financement des entreprises, pourrait favoriser la création d'emplois et l'essor des capacités humaines ;

- la gestion sociale du chômage qui a enfermé les populations les moins qualifiées dans l'alternance désespérante entre l'emploi précaire, les sous-emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes...) et le chômage au lieu d'une Sécurité d'emploi ou de formation ;

- les sas de précarité de plus en plus longs entre la formation initiale et l'entrée dans un emploi de moins en moins stable. Alors qu'il était nécessaire de développer l'incitation publique à la responsabilité sociale des entreprises sur l'emploi des jeunes et le développement des territoires ;

- l'incitation au recours à l'emploi à temps partiel à l'origine de l'explosion des travailleurs pauvres. Alors qu'il aurait fallu faire monter un droit à un emploi à temps plein et au temps partiel choisi ;

- le recours aux politiques de culpabilisation des chômeurs et les tentatives de leur faire accepter n'importe quel emploi. Au lieu des incitations à ce retour par la formation choisie et des aides sociales adaptées (aide au logement, transport, santé...). ■

